

P REMIÈRES INFORMATIONS

PREMIÈRES SYNTHÈSES

CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU 4^{ème} TRIMESTRE 1996

La conjoncture du marché du travail semble s'être un peu améliorée au dernier trimestre de l'année 1996 par rapport aux trimestres précédents : l'emploi salarié aurait légèrement repris avec une augmentation de 15 000 personnes (données provisoires), et le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 a diminué de 34 000 (- 1,1 %) de fin septembre à fin décembre.

Cette amélioration s'est amorcée alors que le ralentissement des entrées dans les dispositifs spécifiques de la politique de l'emploi, observé les trimestres précédents, s'est poursuivi.

Une évolution conjoncturelle assez heurtée

L'année 1996 est marquée par une conjoncture très fluctuante tant au niveau de la croissance du PIB qu'au niveau de l'emploi (graphique 1). Sur ce deuxième aspect, après un premier semestre stable, on aurait en effet enregistré au troisième trimestre une perte de 27 000 emplois salariés dans les secteurs privés, suivie au quatrième trimestre d'une création nette de 15 000 emplois. Sur un an, les effectifs salariés se sont ainsi légèrement contractés : - 10 000 emplois (tableau 1).

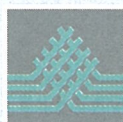
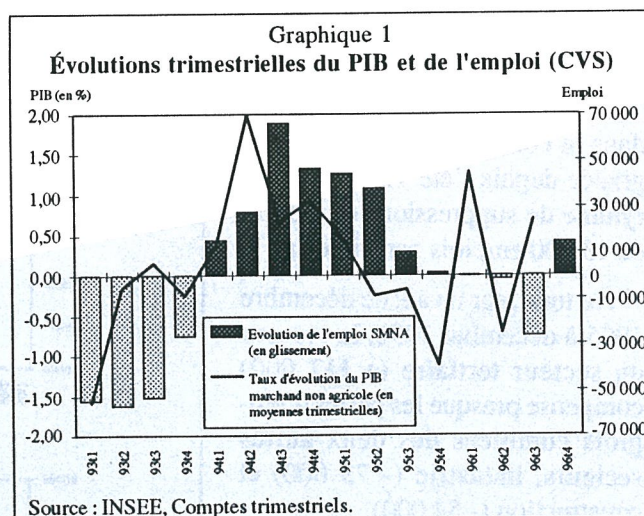


Tableau 1
Évolution de l'emploi salarié (1) (en données corrigées des variations saisonnières)

En milliers

Secteurs d'activité en NAF	1994		1995				1996				Variation (%) par rapport au :	
	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	31 mars	30 juin	30 sept.	31 déc.	trim. précédent	même trim. de l'année précédente
ET : Industrie	4 150,1	4 151,4	4 156,5	4 160,9	4 156,6	4 147,6	4 128,1	4 103,8	4 086,6	4 074,9	-0,3	-1,8
EH : Construction	1 189,3	1 190,9	1 188,3	1 186,4	1 180,0	1 167,2	1 150,6	1 139,9	1 125,4	1 112,6	-1,1	-4,7
EV : Tertiaire	7 842,4	7 900,7	7 946,8	7 987,7	8 010,5	8 037,9	8 074,0	8 111,1	8 115,9	8 155,1	+0,5	+1,5
Ensemble des secteurs	13 181,8	13 243,0	13 291,6	13 335,0	13 347,1	13 352,7	13 352,7	13 354,8	13 327,9	13 342,6	+0,1	-0,1

(1) - Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale.

Séries reconstituées en ancienne nomenclature (données cvs)

U2 à U13 Ensemble des secteurs marchands non agricoles. C101-C102	14 507,4	14 560,4	14 611,1	14 654,2	14 665,6	14 666,8	14 666,1	14 663,9	14 633,2	14 649,9	+0,1	-0,1
---	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	----------	------	------

Sources : MTAS-DARES, INSEE, UNEDIC.

Cette évolution heurtée s'explique en grande partie par celle de l'emploi dans le secteur tertiaire : le dynamisme caractérisant globalement ce secteur depuis 1994 a semblé s'interrompre au troisième trimestre 1996 avant de rebondir au quatrième trimestre avec la création de près de 40 000 emplois (graphique 2).

Parallèlement, l'industrie continue de réduire ses effectifs mais à un rythme qui se ralentit de plus en plus : 12 000 emplois ont ainsi été perdus au quatrième trimestre contre 17 000 au trimestre précédent.

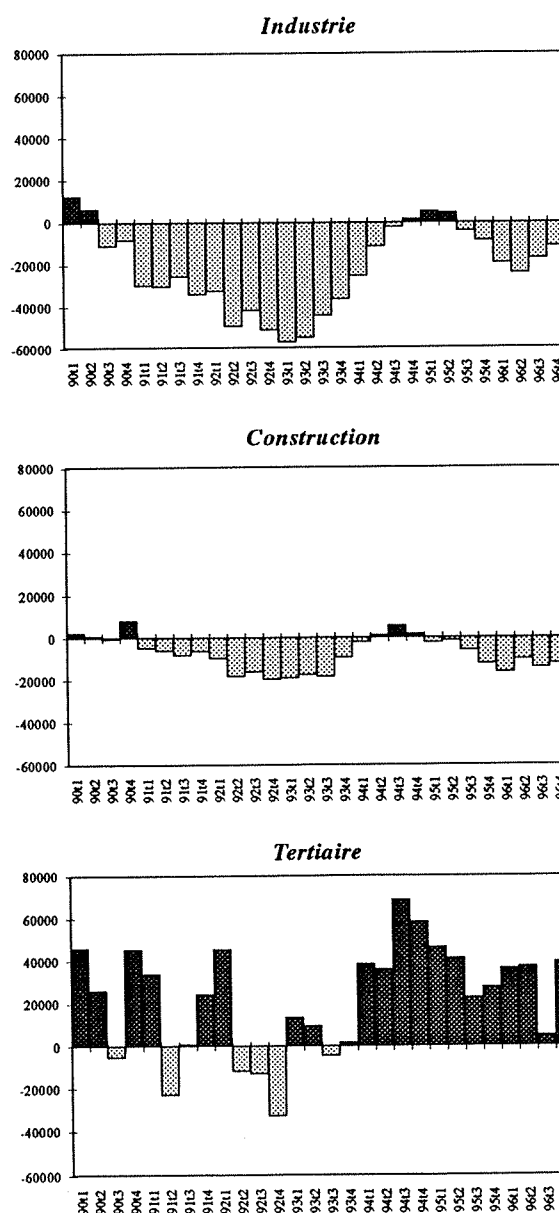
Enfin, la situation de l'emploi dans la construction reste très dégradée depuis l'été 1995, avec un rythme de suppressions de l'ordre de 13 000 emplois par trimestre.

Au total, sur un an, de décembre 1995 à décembre 1996, la vigueur du secteur tertiaire (+ 117 000) compense presque les pertes d'emplois cumulées des deux autres secteurs, industrie (- 73 000) et construction (- 54 000).

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en fin d'année

Après trois trimestres consécutifs de hausse (respectivement + 0,8 %, + 1,4 % et + 1,7 %), le chômage enregistré diminue de 1,1 % de septembre à décembre 1996. Fin décembre 1996, 3 081 700 personnes

Graphique 2
Évolutions trimestrielles de l'emploi par grands secteurs (CVS)



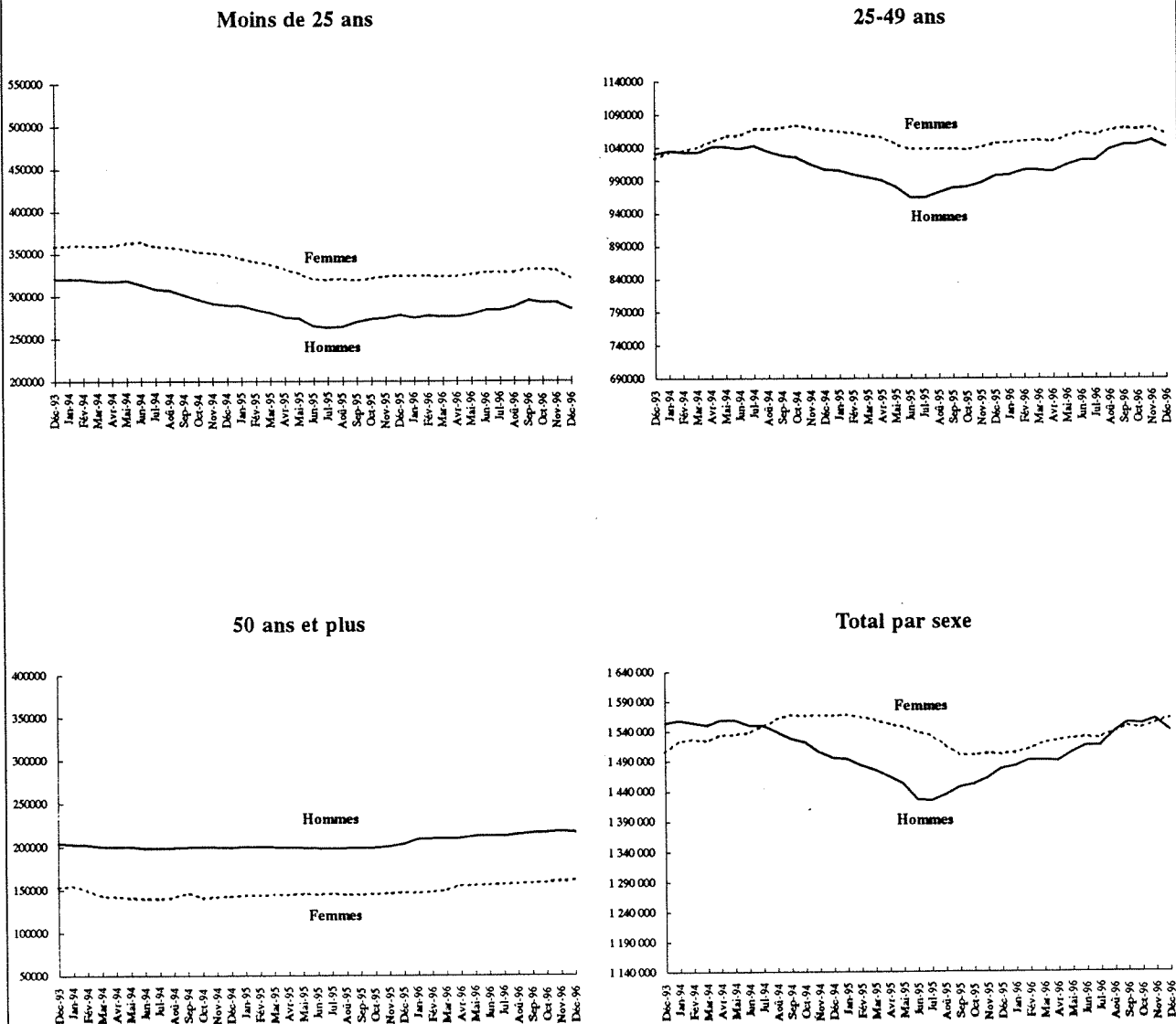
Sources : MTAS-DARES, INSEE, UNEDIC.

Tableau 2
Demandes d'emploi en fin de mois (données CVS 1997, par sexe et âge, catégorie 1)

		déc 1995	déc95/ sept 95	mars 1996	mars96/ déc 95	juin 1996	juin 96/ mars 96	sept. 1996	sept96/ juin 96	déc 1996	déc96/ sept 96
< 25 ans	H	277 500	3,0	275 300	-0,8	282 700	2,7	294 700	4,2	284 400	-3,5
	F	323 700	1,9	322 600	-0,3	327 300	1,5	331 200	1,2	320 000	-3,4
	E	601 200	2,4	597 900	-0,5	610 000	2,0	625 900	2,6	604 400	-3,4
25/49 ans	H	996 700	1,8	1 006 000	0,9	1 020 800	1,5	1 044 100	2,3	1 041 300	-0,3
	F	1 046 000	0,8	1 051 500	0,5	1 062 300	1,0	1 069 000	0,6	1 060 300	-0,8
	E	2 042 700	1,3	2 057 500	0,7	2 083 100	1,2	2 113 100	1,4	2 101 600	-0,5
50 ans et +	H	202 700	2,0	210 000	3,6	212 300	1,1	215 500	1,5	215 800	0,1
	F	149 600	1,9	156 000	4,3	158 100	1,3	160 900	1,8	159 900	-0,6
	E	352 300	2,0	366 000	3,9	370 400	1,2	376 400	1,6	375 700	-0,2
TOTAL	H	1 476 900	2,1	1 491 300	1,0	1 515 800	1,6	1 554 300	2,5	1 541 500	-0,8
	F	1 519 300	1,2	1 530 100	0,7	1 547 700	1,2	1 561 100	0,9	1 540 200	-1,3
	E	2 996 200	1,6	3 021 400	0,8	3 063 500	1,4	3 115 400	1,7	3 081 700	-1,1

Sources : ANPE, MTAS-DARES, INSEE.

Graphique 3
Demandes d'emploi en fin de mois par sexe et âge (données CVS)



Sources : ANPE, MTAS-DARES, INSEE.

étaient inscrites en catégorie 1 à l'ANPE, soit 33 700 de moins qu'en septembre (1) (2). Les jeunes et les femmes sont les principaux bénéficiaires de cette amélioration : - 3,4 % pour les premiers contre - 0,5 % pour les adultes, - 1,3 % pour les secondes contre - 0,8 % pour les hommes (tableau 2).

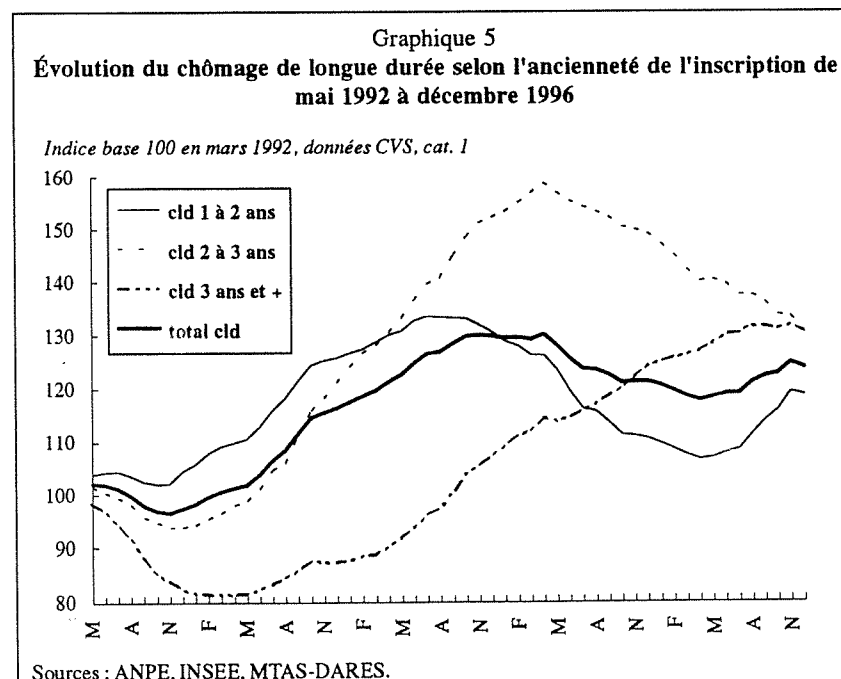
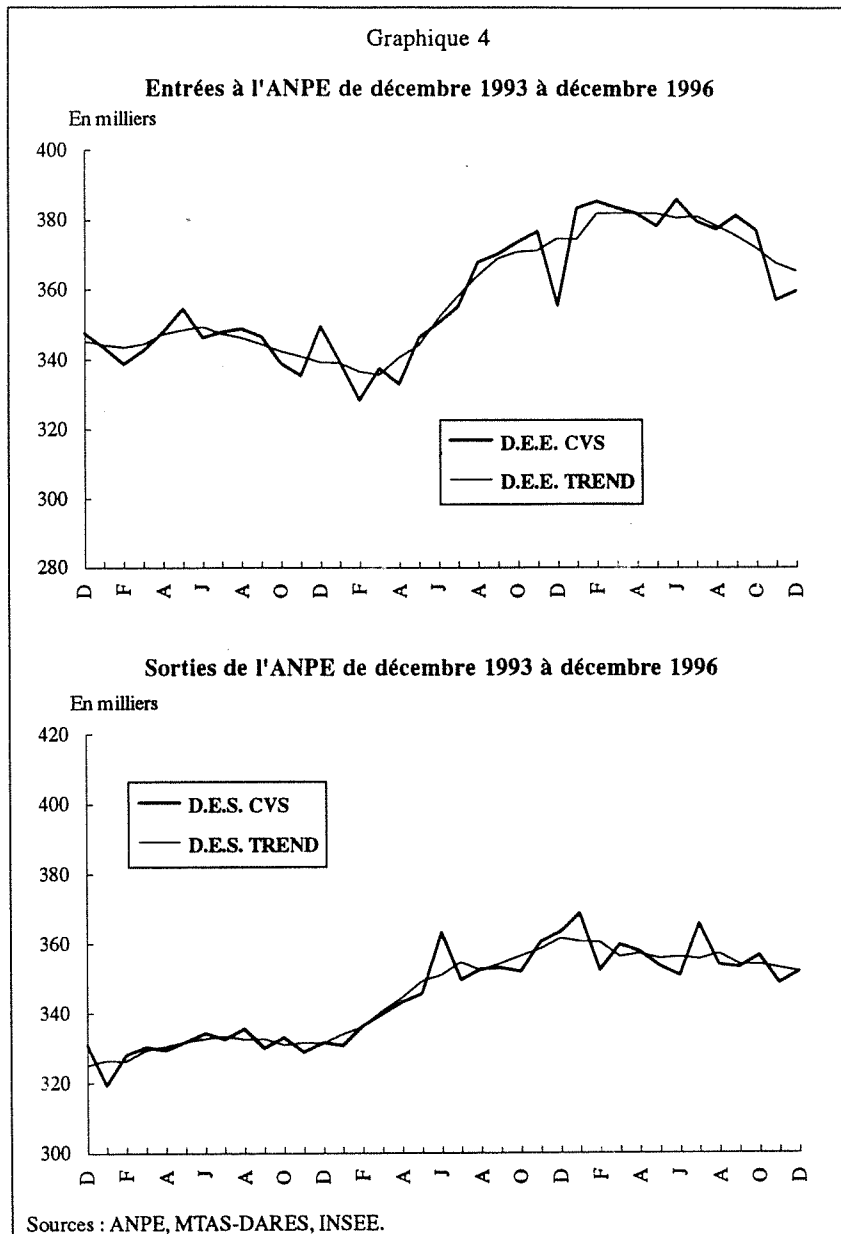
Au 4^{ème} trimestre 1996, la baisse des entrées à l'ANPE se confirme (- 3,9 %) mais, sur l'ensemble de l'année, on a enregistré 7 % d'inscriptions de plus qu'en 1995 (graphique 4). Du 3^{ème} au 4^{ème} trimestre, les licenciements diminuent (- 4,5 % pour les licenciements économiques et - 1,7 % pour les autres licenciements), ainsi que les inscriptions faisant suite à une fin de contrat à durée déterminée (- 7,2 %) ou à une fin de mission d'intérim (- 5,5 %).

Dans le même temps, le nombre de sorties de l'Agence enregistre également un recul, mais moins prononcé (- 1,4 %) et essentiellement dû à la chute des stages (- 10,6 %) et des reprises d'emploi (- 4,7 %). Les sorties pour absence au contrôle continuent de progresser (+ 10,2 % après + 11,6 % au troisième trimestre).

Le chômage de longue durée augmente à nouveau : 1 071 900 personnes sont inscrites à l'ANPE depuis un an ou plus, soit + 1,2 % par rapport au mois de septembre (graphique 5). Cette poussée concerne seulement les demandeurs d'emploi inscrits depuis 1 à 2 ans (+ 4,1 %). Elle est la conséquence, avec un décalage de douze mois, de l'afflux des nouveaux inscrits du

(1) - Il s'agit de données CVS prenant en compte les nouvelles corrections de variations saisonnières adoptées en février 1997.

(2) - En catégorie 1 + 6, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi est moindre (- 0,2 %) mais semble confirmer une légère amélioration de la situation sur le marché du travail. Fin décembre, le taux de chômage au sens du BIT atteint toutefois 12,7 %.



second semestre 1995. Au contraire, ceux dont l'ancienneté d'inscription dépasse 24 mois continuent à se réduire.

Les entrées dans les dispositifs de la politique de l'emploi continuent à décroître

La diminution du nombre d'entrées dans les dispositifs de l'emploi non marchand se poursuit au quatrième trimestre 1996 : - 6,1% par rapport au même trimestre de l'année précédente. Dans cet ensemble, le nombre de contrats emploi-

solidarité signés au 4^{ème} trimestre 1996 est en baisse : il s'élève à près de 140 000 contre 155 000 au même trimestre de l'année précédente. Par contre, pour la même période, le nombre de contrats emplois consolidés augmente sensiblement (+ 6 000 entrées) pour atteindre 21 000 contrats signés.

S'agissant du secteur marchand, les embauches aidées connaissent une baisse de près de 16 % qui s'explique essentiellement par la diminution du nombre de contrats initiative emploi signés au cours du dernier trimestre 1996. Ce nombre passe de 97 000 au quatrième tri-

mestre 1995 à 45 000 au quatrième trimestre 1996.

Les mesures d'aide à l'insertion des jeunes connaissent quant à elles une hausse importante (plus de 12 %), particulièrement sensible en ce qui concerne l'apprentissage, qui totalise plus de 100 000 entrées sur le trimestre (+ 16 %).

Les actions d'insertion et de stages continuent à décliner (- 15,3 %).

*Valérie ANDRÉ,
Nathalie BOURDON,
Hubert DENIS DU PEAGE
(DARES).*

Tableau 3
La politique de l'emploi entre 1995 et 1996
(Tableaux trimestriels)

Données arrêtées au 18 février 1997	Année 1995				Année 1996				Évolution annuelle			
	Entrées Trim.1 1995	Entrées Trim.2 1995	Entrées Trim.3 1995	Entrées Trim.4 1995	Entrées Trim.1 1996	Entrées Trim.2 1996	Entrées Trim.3 1996	Entrées Trim.4 1996	T1.96/ T1.95	T2.96/ T2.95	T3.96/ T3.95	T4.96/ T4.95
Emploi aidé dans le secteur marchand	260 935	211 654	227 052	353 691	260 181	221 091	224 301	298 122	-0,3	4,5	-1,2	-15,7
Abaissement de coûts salariaux	146 925	133 519	138 459	193 521	166 034	165 368	148 608	128 825	13,0	23,9	7,3	-33,4
Abattements-temps partiel	60 509	51 989	45 456	57 690	52 792	49 056	45 843	64 842	-12,8	-5,6	0,9	12,4
Exonérations-1er salarié	22 879	17 451	14 703	16 940	17 791	17 813	16 154	18 409	-22,2	2,1	9,9	8,7
Exonérations 2ème et 3ème salarié	2 871	2 674	2 577	3 002	1 658	563	93	70	-42,3	-78,9	-96,4	-97,7
C.R.E. + C.I.E.	51 042	54 603	67 325	96 921	80 745	87 377	77 558	45 504	58,2	60,0	15,2	-53,1
Aide au Premier Emploi des Jeunes	9 624	6 802	8 398	18 968	13 048	10 559	8 960	-	35,6	55,2	6,7	-
Formation en alternance	86 209	46 540	62 211	136 152	77 198	38 863	61 061	153 164	-10,5	-16,5	-1,8	12,5
Contrats d'apprentissage	38 374	11 695	35 584	87 916	38 989	12 130	35 790	101 970	1,6	3,7	0,6	16,0
Contrats de qualification	30 635	18 345	15 160	35 135	25 455	14 568	16 369	38 080	-16,9	-20,6	8,0	8,4
Contrats d'adaptation	16 335	15 367	10 765	12 734	12 189	11 287	8 524	12 843	-25,4	-26,6	-20,8	0,9
Contrats d'orientation	865	1 133	702	367	565	878	378	271	-34,7	-22,5	-46,2	-26,2
Aide à la création d'emplois et d'activités												
ACCRE (a)	22 084	25 612	20 914	18 119	10 950	9 985	8 338	10 370	-50,4	-61,0	-60,1	-42,8
Inscription par l'économique	5 717	5 983	5 468	5 899	5 999	6 875	6 294	5 763	4,9	14,9	15,1	-2,3
Entreprises d'Insertion	179 060	204 974	201 392	200 049	187 284	217 515	204 394	208 622	4,6	6,1	1,5	4,3
Emploi aidé dans le secteur non marchand .	180 462	177 803	171 722	169 920	165 127	149 058	150 403	159 471	-8,5	-16,2	-12,4	-6,1
Contrats Emploi-Solidarité (n.conv+ave.)	171 470	166 694	158 900	154 856	148 140	130 082	130 075	138 390	-13,6	-22,0	-18,1	-10,6
Contrats Emploi Consolidé (n.conv+ave.)	8 992	11 109	12 822	15 064	16 987	18 976	20 328	21 081	88,9	70,8	58,5	39,9
Actions d'insertion et de formation	89 933	99 406	48 042	113 294	64 023	74 959	42 616	95 969	-28,8	-24,6	-11,3	-15,3
- auprès des adultes :	67 205	77 200	39 813	91 833	53 014	67 861	39 548	88 349	-21,1	-12,1	-0,7	-3,8
. Stages d'Ins.et de Formation à l'Emploi (c) ..	54 915	63 319	31 671	78 961	43 059	57 644	31 129	76 374	-21,6	-9,0	-1,7	-3,3
. Stages d'Accès à l'Entreprise (c)	10 224	12 231	7 187	9 809	8 338	8 673	7 304	9 245	-18,4	-29,1	1,6	-5,7
. Stages FNE-cadres (c)	2 066	1 650	955	3 063	1 617	1 544	1 115	2 730	-21,7	-6,4	16,8	-10,9
- auprès des jeunes (d)	22 728	22 206	8 229	21 461	11 009	7 098	3 068	7 620	-51,6	-68,0	-62,7	-64,5
dont : Crédit Formation Individualisé	22 693	22 196	8 202	21 275	11 006	7 097	2 855	7 496	-51,5	-68,0	-65,2	-64,8
(hors programmes régionaux)												
Accompagnement des restructurations	59 553	50 032	45 656	50 608	59 989	55 329	55 233	56 045	0,7	10,6	21,0	10,7
Conventions de Conversion (e)	35 105	29 846	27 220	27 830	39 017	34 296	33 858	31 403	11,1	14,9	24,4	12,8
Mesures du FNE	7 257	9 072	7 820	11 158	7 167	11 278	10 965	13 335	-1,2	24,3	40,2	19,5
dont :												
- Cellules de Reclassement (f)	2 994	5 514	4 614	6 249	3 342	6 957	6 241	7 720	11,6	26,2	35,3	23,5
- Aide passage à mi-tps/Tps partiel (g)	2 115	2 107	2 056	3 468	2 207	2 686	2 961	4 059	4,3	27,5	44,0	17,0
Prétraitements Allocations Spéciales FNE (e)	8 523	4 962	4 862	5 336	5 957	4 987	4 939	5 132	-30,1	0,5	1,6	-3,8
Prétraitements Progressives (e)	8 668	6 152	5 754	6 284	7 848	4 768	5 471	6 175	-9,5	-22,5	-4,9	-1,7
Total	590 883	538 895	492 472	687 513	549 320	500 437	472 553	609 607	-7,0	-7,1	-4,0	-11,3

France Métropolitaine.

Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches ou des contrats signés, sauf :

- (a) nb de bénéficiaires ;
- (b) nb de personnes mises à disposition, non cumulable;
- (c) entrées en stage ;
- (d) entrées en rémunération ; (e) premiers paiements ;
- (f) bénéficiaires potentiels; (g) adhésions individuelles.

Sources : MTAS-DARES, CNASEA, ANPE, UNEDIC.

PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES sont éditées par le Ministère du travail et des affaires sociales, Direction de l'animation de la recherche des études et des statistiques (DARES) 20 bis rue d'Estrées 75700 Paris 07 SP. Tél. : 01.44.38.22.60. Télécopie 01.44.38.24.43. Directeur de la publication : Claude Seibel.
Secrétariat de rédaction : Jean-Yves Rognant et Catherine Demaison. Maquettistes : Daniel Lepesant et Guy Barbut. Conception graphique : Ministère du travail et des affaires sociales. Flashage : AMC, Paris. Impression : Ecoprint, Pontcarré et JCDM-BUDY, Paris. Reprographie : DARES. Abonnements : la documentation Française, 124 rue Henri Barbusse 93308 Aubervilliers cedex. Tél. : 01.48.39.56.00. Télécopie : 01.48.39.56.01 - PREMIERES INFORMATIONS et PREMIERES SYNTHESSES : 1 an (52 n°) : 650 F - Europe : 730 F - Autres pays : 970 F. Publicité : Ministère du travail et des affaires sociales. Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD.